

14.4 Investissements internationaux

En 2016, les **investissements directs français à l'étranger (IDFE)**, présentés selon la méthodologie dite du **principe directionnel étendu**, s'établissent à 51,8 milliards d'euros (Md€), en augmentation de près de 12 Md€ par rapport à 2015. Outre le secteur bancaire, plusieurs groupes ont contribué à cet essor, dont Air Liquide qui a acquis AIRGAS aux États-Unis et le groupe de transport maritime CMA-CGM, qui a fusionné avec la compagnie singapourienne Neptune Orient Lines.

Le stock d'investissements directs français à l'étranger est estimé à 1 194,8 Md€ fin 2016, ce qui représente un quasi-doublement depuis fin 2006 (environ 625 Md€). Malgré les flux importants et diversifiés survenus au cours des dernières années, la ventilation géographique des investissements n'a guère changé en dix ans, notamment pour ce qui concerne les deux principales zones d'accueil des investissements directs français à l'étranger, la zone euro et l'Amérique du Nord. En revanche, la part de l'Europe hors zone euro a reculé de 8 points depuis 2006 au profit de l'ensemble des autres zones géographiques (Asie, Afrique, Amérique latine et Caraïbes).

Les **investissements directs étrangers en France (IDEF)** atteignent 25,6 Md€ en 2016. C'est moins qu'en 2015 (42,7 Md€), mais en ligne avec la moyenne des flux observés sur les dix dernières années (environ 23 Md€). En 2016, les opérations les plus importantes

en montant ont été notamment le rachat d'Alcatel-Lucent par Nokia et la privatisation de la société Aéroports de la Côte d'Azur auprès d'investisseurs principalement italiens.

Les stocks d'investissements directs étrangers en France se montent à 661,8 Md€ fin 2016. Ils ont également progressé depuis 2006, mais de façon moins marquée que les investissements français à l'étranger. À fin 2016, trois secteurs concentrent près de trois-quarts des investissements étrangers : l'industrie manufacturière, les activités financières et d'assurance et les activités immobilières.

Après avoir fortement augmenté en 2015, les flux mondiaux d'investissement étranger direct (IED) se sont essouffés en 2016, ce qui montre que la reprise est encore fragile. Les entrées d'investissement étranger direct ont reculé de 2 % pour s'établir à 1 746 milliards de dollars dans un contexte marqué par une croissance économique faible et par des risques géopolitiques notables. Les flux à destination des pays en développement ont été particulièrement touchés, enregistrant une baisse de 14 % à 646 milliards de dollars. Les flux à destination des pays développés ont augmenté à nouveau, après avoir enregistré une forte hausse en 2015. Ils atteignent 1 032 milliards de dollars en 2016. Les flux d'IED vers les pays de transition ont presque doublé, à 68 milliards de dollars, après deux années de forte baisse. ■

Définitions

Investissements directs étrangers (IDE) : investissements qu'une unité institutionnelle résidente d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une unité institutionnelle résidente d'une autre économie et d'exercer, dans le cadre d'une relation à long terme, une influence significative sur sa gestion. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur acquiert au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie. Les investissements directs comprennent non seulement l'opération initiale qui établit la relation entre les deux unités mais également toutes les opérations financières ultérieures entre elles et les unités institutionnelles apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés.

Première contrepartie, principe directionnel étendu, résidents : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Le solde des flux d'investissements directs de la France à nouveau excédentaire en 2016 », *Bulletin de la Banque de France* n° 214, Banque de France, novembre – décembre 2017.
- « Balance des paiements et position extérieure de la France », *Rapport annuel*, Banque de France, août 2017.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2017.
- « World investment report 2017 », *Rapport annuel*, CNUCED, juin 2017.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Flux d'investissements directs selon le pays de première contrepartie

en milliards d'euros

	2015 (r)		2016	
	Étrangers en France	Français à l'étranger	Étrangers en France	Français à l'étranger
Union européenne	23,1	30,7	26,7	31,0
Zone euro	9,6	20,5	23,8	35,9
dont : Allemagne	5,0	2,2	0,1	13,1
Belgique	4,5	- 5,6	- 0,7	12,1
Espagne	1,6	2,7	- 0,4	2,4
Irlande	- 0,5	3,7	- 1,1	- 2,4
Italie	1,5	5,9	1,2	11,5
Luxembourg	1,8	3,8	11,5	- 4,3
Pays-Bas	- 5,2	4,5	0,7	2,9
Autres pays de l'UE	13,5	10,3	2,9	- 4,9
dont : Pologne	- 0,6	2,7	- 0,7	0,1
Rép. tchèque	- 0,2	0,1	0,1	0,3
Roumanie	0,0	0,2	- 0,1	- 0,1
Royaume-Uni	12,8	6,8	3,2	- 3,6
Suède	1,0	- 0,2	0,7	- 1,5
Autres pays industrialisés	14,6	6,5	- 4,9	17,6
dont : États-Unis	- 6,9	6,9	- 6,9	16,7
Japon	0,1	0,0	0,9	- 0,1
Suisse	20,6	- 0,5	0,2	2,5
Reste du monde	5,0	3,1	3,8	3,2
dont : Brésil	0,1	- 5,3	0,0	- 0,2
Chine	0,7	0,4	0,0	0,7
Inde	0,1	1,0	- 0,1	0,4
Total	42,7	40,3	25,6	51,8

Note : le signe « - » indique un désinvestissement. Les données sont établies conformément à la nouvelle méthode de calcul des IDE, qui repose sur l'application du principe directionnel étendu.

Source : Banque de France.

Stocks des investissements directs français à l'étranger et étrangers en France

en milliards d'euros

Au 31 décembre	2014 (r)	2015	2016
Investissements français à l'étranger			
Stocks ¹	1 066,0	1 152,1	1 194,8
Investissements étrangers en France²			
Stocks ¹	576,6	632,3	661,8

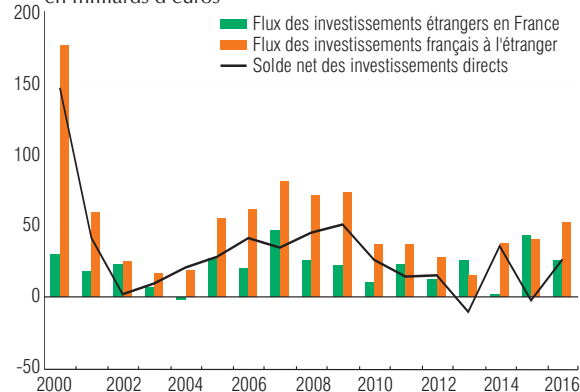
1. Capitaux propres en valeur mixte (y c. investissements immobiliers).

2. La base de données É sane de l'Insee est utilisée en complément du fichier bancaire des entreprises (Fiben) de la Banque de France.

Sources : Banque de France ; Insee, É sane.

Flux d'investissements directs entre la France et l'étranger de 2000 à 2016

en milliards d'euros



Note : flux établis en application de la règle du principe directionnel étendu.

Source : Banque de France.

Principaux flux d'investissements directs dans le monde

en milliards de dollars

	Flux entrants		Flux sortants	
	2015 (r)	2016	2015 (r)	2016
Allemagne	33	10	93	35
Australie	19	48	- 2	6
Brésil	64	59	3	- 12
Canada	42	34	67	66
Chili	16	11	12	6
Chine	136	134	128	183
Espagne	12	19	44	42
États-Unis	348	391	303	299
Finlande	2	0	- 16	23
France	47	28	44	57
Hong Kong	174	108	72	62
Inde	44	44	8	5
Indonésie	17	3	6	- 12
Italie	19	29	20	23
Koweït	0	0	5	- 6
Malaisie	11	10	10	6
Malte	5	4	- 5	- 5
Mexique	33	27	11	- 1
Pays-Bas	69	92	138	174
Rép. de Corée	4	11	24	27
Royaume-Uni	33	254	- 82	- 13
Russie	12	38	27	27
Singapour	71	62	31	24
Suède	6	20	15	23
Suisse	70	- 26	104	31
Thaïlande	6	2	2	13
Turquie	17	12	5	3
UE	484	566	536	470
Monde	1 774	1 746	1 594	1 452

Note : hors centres financiers offshore des Caraïbes.

Source : CNUCED, World Investment Report 2017.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 16/15			
	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,2	0,6				
Ensemble (hors tabac)	9 805	0,2	0,6				
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Transport	1 479	-1,0	1,8
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Communications	288	0,7	0,6
Tabac	195	0,1	0,1	Services postaux	16	3,8	3,8
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Habillement	340	0,5	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Outillage pour la maison et le jardin	157	1,0	1,1	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Éducation	4	1,3	1,6
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Soins personnels	282	0,0	0,2
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Assurances	289	1,1	1,3
				Services financiers	38	2,4	2,7
				Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	- 6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	- 5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	- 5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	- 5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	- 4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	- 4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	- 3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	- 3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	- 2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

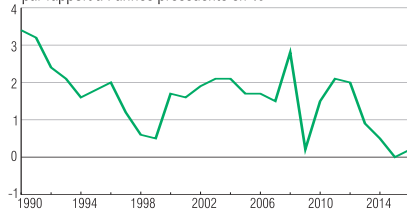
Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.
Champ : France hors Mayotte.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15	16/15	
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
France	0,8	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	Zone euro	1,1
Irlande	-0,2	UE	1,2
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.
Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales